

Convention collective

IDCC : **9612** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE, DE MARAÎCHAGE, D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE, HARAS ET CUMA (Orne)**

(20 juillet 1977)

(Étendue par arrêté du 25 janvier 1979,

Journal officiel du 10 mars 1979)

Avenant n° 107 du 22 janvier 2020

NOR : AGRS2097085M

IDCC : 9612

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne ;

Fédération départementale des CUMA de l'Orne,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Orne ;

Union départementale FO de l'Orne ;

Union régionale des syndicats CFTC-Agri de Normandie ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions du 1° de l'article 16-A sont modifiées comme suit :

« Article 16-A | *Dispositions générales*

1° Mode de calcul du salaire

a) Personnel d'exécution

Les salaires horaires et mensuels (base 152 heures) sont fixés à compter du 1^{er} janvier 2020 à :

(Voir tableau page suivante.)

Coefficient	Taux horaire	Salaire mensuel (base 152 heures)
110	10,17 €	1 545,84 €
120	10,27 €	1 561,04 €
210	10,38 €	1 577,76 €
220	10,65 €	1 618,80 €
310	10,84 €	1 647,68 €
320	11,15 €	1 694,80 €
410	11,85 €	1 801,20 €
420	12,30 €	1 869,60 €

b) Cadres

Les salaires horaires et mensuels (base 152 heures) sont fixés à compter du 1^{er} janvier 2020 à :

Coefficient	Taux horaire	Salaire mensuel (base 152 heures)
500	12,78 €	1 942,56 €
600	14,87 €	2 260,24 €
700	17,00 €	2 584,00 €

Article 2

Les dispositions des 1^o et 2^o de l'article 17-A « Apprentis » sont modifiées comme suit :

« 1^o L'évaluation journalière de la nourriture, boisson comprise, est fixée à 2,08 € au 1^{er} janvier 2020.

2^o L'évaluation mensuelle du logement est fixée à 4,16 € au 1^{er} janvier 2020. »

Les dispositions des 1^o, 2^o et 3^o de l'article 17-B « Personnel d'exécution » sont modifiées comme suit :

« 1^o L'évaluation journalière de la nourriture, boisson comprise, est fixée à 16,98 € au 1^{er} janvier 2020 pour tous les coefficients.

Cette évaluation de la nourriture se décompose de la façon suivante :

– petit déjeuner : 3,40 € ;

– déjeuner : 6,79 €.

2^o L'évaluation du lavage seul est fixée à 23,82 €, celle du lavage et du raccommodage du linge de corps et des vêtements à 33,62 € par mois au 1^{er} janvier 2020.

3^o La valeur du logement est fixée comme suit au 1^{er} janvier 2020 :

a) Logement individuel meublé :

	Par mois
Chambre meublée possédant l'électricité, un moyen de chauffage efficace, l'eau chaude et l'eau froide	82,44 €

	Par mois
Chambre meublée possédant l'électricité, un moyen de chauffage efficace, l'eau chaude et l'eau froide avec une installation de douche individuelle ou collective	101,43 €
Chambre meublée possédant l'électricité, le chauffage central, l'eau chaude et l'eau froide ainsi qu'une salle de bains	122,85 €
Chambre meublée possédant l'électricité, le chauffage central, l'eau chaude et l'eau froide ainsi qu'une salle de bains et un wc	135,11 €

Par moyen de chauffage efficace, il faut entendre moyen de chauffage permettant d'assurer une température de 18°.

b) Logement non meublé :

À défaut d'évaluation dans le contrat individuel de travail (sont classées pièces habitables les chambres, salles à manger, cuisines formant salles de séjour. Ne rentrent pas dans cette catégorie : les petits débarras, cabinets de toilette, salles de bains et toutes pièces d'une surface inférieure à 9 m²).

Maison non meublée, disposant d'une installation électrique et distribution d'eau courante	Montant par pièce habitable et par mois
Construction ou installation récente, plâtres, peintures et tapisseries neufs ou en très bon état	51,62 €
Bon état général, peintures et tapisseries propres	40,82 €
État moyen, logement propre mais pouvant nécessiter certains travaux (peintures, papiers, etc...)	34,33 €

Le reste est sans changement.

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2020 et les parties signataires en demandent l'extension.

Fait à Alençon, le 22 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)